

Unité départementale des Bouches du Rhône  
16 rue Zattara CS 70248  
13333 MARSEILLE

MARSEILLE, le 19/12/2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 23/11/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur 

#### **GER OTV/SEM**

Les Docks  
10 place de la Joliette  
13002 MARSEILLE 02

Références : D-1846-AIX-2022  
Code AIOT : 0006400061

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/11/2022 dans l'établissement GER OTV/SEM implanté Z.I. de ROUSSET 13102 ROUSSET. L'inspection a été annoncée le 16/11/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- GER OTV/SEM
- Z.I. de ROUSSET 13102 ROUSSET
- Code AIOT : 0006400061
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Ied : Non

Station d'épuration industrielle de Rousset

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Action Nationale 100 m SEVESO

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
5	Régime ICPE	AP Complémentaire du 17/07/2003, article 1.1	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
6	Etude de dangers	AP Complémentaire du 17/07/2003, article 1.2	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
20	Conformité des stockages et effets dominos	Autre du 01/01/1900, article Action Nationale 100m	/	Prescriptions complémentaires	6 mois
21	Etude de dangers	Code de l'environnement du 18/09/2000, article L181-25	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
9	Produits dangereux - Connaissance et étiquetage	AP Complémentaire du 17/07/2003, article 7.2.1	/	Sans objet
14	Moyens d'intervention	AP Complémentaire du 17/07/2003, article 7.3	/	Sans objet

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Activité économique au régime ICPE incertain	Autre du 01/01/1900, article Action Nationale 100m	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Arrêté d'autorisation	Autre du 01/01/1900, article Action Nationale 100m	/	Sans objet
3	Date de la dernière inspection	Autre du 01/01/1900, article Action Nationale 100m	/	Sans objet
4	POI commun	Autre du 01/01/1900, article Action Nationale 100m	/	Sans objet
7	POI commun – Exercice	Autre du 01/01/1900, article Action Nationale 100m	/	Sans objet
8	Localisation des risques et zones de sécurité	AP Complémentaire du 17/07/2003, article 7.1.2	/	Sans objet
10	Stockage des déchets	AP Complémentaire du 17/07/2003, article 6.3	/	Sans objet
11	Stockages produits pulvérulents	AP Complémentaire du 17/07/2003, article 4.3	/	Sans objet
12	Stockage de liquides	AP de Mesures Conservatoires du 17/07/2003, article 5.1.7.2	/	Sans objet
13	Détection incendie	AP Complémentaire du 17/07/2003, article 7.3	/	Sans objet
15	Formation du personnel	AP Complémentaire du 17/07/2003, article 7.5	/	Sans objet
16	Protection incendie du stockage de méthanol	AP Complémentaire du 17/07/2003, article 8.10	/	Sans objet
17	Distances d'éloignement des stockages de methanol	Arrêté Ministériel du 22/12/2008, article 2.1	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
18	Distances d'éloignement des stockages mobiles de methanol	Arrêté Ministériel du 22/12/2008, article 2.1.2	/	Sans objet
19	Implantation des stockages contenant des liquides inflammables en bâtiment	Arrêté Ministériel du 22/12/2008, article 2.1.3	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant n'a pas été en mesure de présenter l'étude de dangers réglementaire. Il est donc demandé à l'exploitant de réaliser une mise à jour de son tableau de classement ICPE et de transmettre une étude de dangers.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Activité économique au régime ICPE incertain

<b>Référence réglementaire :</b> Action Nationale 100m
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Stockage
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Présence de matériaux combustibles en certaine quantité à proximité du Seveso ? Présence d'un bâtiment à caractère industriel ?
<b>Constats :</b> Il n'y a pas de stockage ou de bâtiment non identifié à proximité du site seveso.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 2 : Arrêté d'autorisation

<b>Référence réglementaire :</b> Action Nationale 100m
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant peut-il présenter son arrêté préfectoral d'autorisation/enregistrement ou/et ses récépissés de déclaration et prescriptions délivrées?
<b>Constats :</b> L'exploitant a présenté son arrêté préfectoral.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 3 : Date de la dernière inspection**

<b>Référence réglementaire :</b> Action Nationale 100m
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Inspection
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Date de la dernière inspection
<b>Constats :</b> La précédente inspection a été réalisée le 14/04/2021
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 4 : POI commun**

<b>Référence réglementaire :</b> Action Nationale 100m
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, POI commun
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'ICPE fait-elle partie du POI commun du Seveso ?
<b>Constats :</b> L'installation ne fait pas partie du POI commun avec le SEVESO voisin.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 5 : Régime ICPE**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 17/07/2003, article 1.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Référentiel réglementaire connu
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> mettre tableau icpe
<b>Constats :</b> L'exploitant doit mettre à jour le tableau des rubriques icpe relatif à son installation en fonction des évolutions réglementaires, effectuer un éventuel recollement aux nouveaux arrêtés ministériels en vigueur qui seraient identifiés avec la mise à jour des rubriques, justifier du calcul SEVESO et porter ces éléments à la connaissance de l'inspection sous 3 mois. Le classement IED est également à analyser.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

## N° 6 : Etude de dangers

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 17/07/2003, article 1.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, 2 - Distances d'éloignement
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les installations doivent être implantées, réalisées et exploitées conformément au dossier de demande et à ses compléments, sous réserve des prescriptions du présent arrêté.
<b>Constats :</b> L'exploitant n'a pas été en mesure de présenter l'étude de dangers liée à son installation.  Il doit donc faire réaliser cette étude et la transmettre à l'inspection sous 3 mois.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

## N° 7 : POI commun – Exercice

<b>Référence réglementaire :</b> Action Nationale 100m
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Cas particuliers - POI commun avec le Seveso
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Date du dernier exercice POI commun
<b>Constats :</b> L'exploitant ne faisant pas parti du POI commun du site SEVESO, aucun exercice n'a été réalisé.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 8 : Localisation des risques et zones de sécurité

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 17/07/2003, article 71.2
<b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, Risques
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties des installations qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en oeuvre, stockées, utilisées ou produites, ainsi que des procédés utilisés, sont susceptibles d'être à l'origine de sinistres pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur l'environnement, la sécurité publique ou le maintien en sécurité de l'environnement. L'exploitant détermine pour chacune de ces parties, dites zones de sécurité, la nature du risque (incendie, atmosphères explosibles ou émanations toxiques). Il tient à jour un plan de ces Zones. Les zones de sécurité sont signalées et la nature du risque et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée des zones et si nécessaire rappelées à l'intérieur.
<b>Constats :</b> L'exploitant dispose et a affiché les zones de risques et les zones de sécurité. Les consignes de sécurité sont également indiquées.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 9 : Produits dangereux - Connaissance et étiquetage

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 17/07/2003, article 7.2.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Produits dangereux
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> La nature et les risques présentés par les produits dangereux présents dans l'établissement sont connus de l'exploitant et des personnes les manipulant, en particulier les fiches de sécurité sont à leur disposition. Les quantités de ces produits sont limitées au strict nécessaire permettant une exploitation normale. Dans chaque installation ou stockage (réacteurs, réservoirs, fûts, entrepôts...)leur nature et leur quantité présentes sont connues et accessibles à tout moment, en particulier l'étiquetage réglementaire est assuré. Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles entre eux, ne sont pas associés à une même rétention.
<b>Constats :</b> L'exploitant dispose des FDS à jour et facilement accessibles au sein des bureaux mais également à proximité de chaque produit. Les produits dangereux sont clairement identifiés (nature, quantité, étiquetage réglementaire) sauf la cuve de sulfate d'alumine, la cuve de chaux et celle de CO <sub>2</sub> pour lesquelles il manquait l'affiche mentionnant le contenu de la cuve. L'exploitant dispose d'un plan de localisation des produits dangereux et ce plan est affiché à plusieurs endroits au sein de l'installation.  L'exploitant doit identifier le contenu par affichage sur les cuves sous 15 jours : <ul style="list-style-type: none"><li>- de la cuve de sulfate d'alumine,</li><li>- de la cuve de chaux</li><li>- de la cuve de CO<sub>2</sub></li></ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet



## N° 10 : Stockage des déchets

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 17/07/2003, article 6.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, 3 - Respect des conditions de stockage de produits ou déchets
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  Toutes précautions sont prises pour que :  - les dépôts soient tenus en état constant de propreté ;  - les dépôts ne soient pas à l'origine d'une gêne pour le voisinage (odeurs, envols ) ;  - les déchets et résidus produits soient stockés, avant leur valorisation ou leur élimination, dans des conditions ne présentant pas de risque de pollution (prévention d'un lessivage par les eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines). À cette fin, les stockages de déchets dangereux sont réalisés sur des aires dont le sol est imperméable et résistant aux produits qui y sont déposés. Ces aires, nettement délimitées, sont conçues de manière à contenir les éventuels déversements accidentels et si possible normalement couvertes, sinon les eaux pluviales sont récupérées et traitées ;  - les mélanges de déchets ne puissent être à l'origine de réactions non 'contrôlées conduisant en particulier à l'émission de gaz ou d'aérosols toxiques ou à la formation de produits explosibles.</p> <p>Stockage en emballages  Pour les déchets dangereux, l'emballage portera systématiquement des indications permettant de reconnaître les dits déchets.  Les déchets peuvent être conditionnés dans des emballages en bon état ayant servi à contenir d'autres produits (matières premières notamment), sous réserve que :  - il ne puisse y avoir de réactions dangereuses entre le déchet et les produits ayant été contenus dans l'emballage,  - les marques d'origine des emballages ne prêtent pas à confusion quant aux déchets contenus. [...]</p>
<b>Constats :</b> Le stockage de déchets répondait aux prescriptions ci-dessus le jour de l'inspection.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 11 : Stockages produits pulvérulents

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 17/07/2003, article 4.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, 3 - Conditions de stockage
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  Les stockages de produits pulvérulents sont confinés (récipients, silos, bâtiments fermés) et les installations de manipulation, transvasement, transport de produits pulvérulents sont munies si nécessaire de dispositifs de capotage et d'aspiration permettant de réduire les envols de poussières. Si nécessaire, les dispositifs d'aspiration sont raccordés à une installation de dépoussiérage en vue de respecter les dispositions du présent arrêté. Les équipements et aménagements correspondants satisfont par ailleurs la prévention des risques d'incendie et d'explosion (événements pour les tours de séchage, les dépoussiéreurs..... ). Le stockage des autres produits en vrac est réalisé dans la mesure du possible dans des espaces fermés. A défaut, des dispositions particulières, tant au niveau de la conception et de la construction (implantation en fonction du vent) que de l'exploitation, sont mises en oeuvre.</p>
<b>Constats :</b> De la chaux éteinte est stockée en silos sur site.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 12 : Stockage de liquides**

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mesures Conservatoires du 17/07/2003, article 5.1.7.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, 3 - Conditions de stockage
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : 100 % de la capacité du plus grand réservoir, - 50 % de la capacité totale des réservoirs associés. Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :- dans le cas de liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants, 50 % de la capacité totale des fûts, - dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts, - dans tous les cas, 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsqu'elle est inférieure à 800 litres. - Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires. Les capacités de rétention sont étanches aux produits qu'elles pourraient 'contenir et résistent à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour leur dispositif d'obturation qui est maintenu fermé. Les produits récupérés dans les rétentions en cas d'accident, ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes au présent arrêté ou sont éliminés comme les déchets. Le stockage des liquides inflammables, ainsi que des autres produits, toxiques, corrosifs ou dangereux pour l'environnement, n'est autorisé sous le niveau du sol que dans des réservoirs en fosse maçonnée, ou assimilés et, pour les liquides inflammables, dans les conditions définies dans l'arrêté ministériel du 22 Juin 1998.
<b>Constats :</b> Le jour de l'inspection, les stockages de liquides susceptibles de créer une pollution des eaux ou des sols sont associés à une capacité de rétention répondant aux prescriptions ci-dessus.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 13 : Détection incendie

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 17/07/2003, article 7.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, 4 - Moyens de détection et de lutte contre l'incendie
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  Surveillance et détection dans les zones de sécurité  Les zones de sécurité sont munies de systèmes de détection dont les niveaux de sensibilité dépendent de la nature de la prévention des risques à assurer. La surveillance d'une zone de sécurité ne doit pas reposer que sur un seul point de détection. L'implantation des détecteurs résulte d'une étude préalable prenant en compte notamment la nature et la localisation des installations, les conditions météorologiques, les points sensibles de l'établissement et ceux de son environnement. Les détecteurs et leurs systèmes de transmission et de traitement de l'information sont alarmés en cas de défaillance. Alimentation et transmission du signal sont à sécurité positive.</p> <p>Détection incendie :  Les locaux comportant des zones de risques incendie sont équipés d'un réseau de détection incendie ou de tout autre système de surveillance approprié. Tout déclenchement du réseau de détection incendie entraîne une alarme sonore et lumineuse.</p> <p>Détection gaz :  En complément des prescriptions générales sur la détection, les détecteurs gaz sont du type à deux seuils d'alarme fonction d'un pourcentage de la limite inférieure d'explosivité des " atmosphères explosives qui risquent de se former. Lorsque celles-ci comportent des produits différents, l'étalonnage est effectué à partir de la limite inférieure d'explosivité du produit le plus sensible présent.</p> <p>Détection fuite toxique  L'ensemble fixe de détection est disposé de façon à assurer à la fois : - une détection au plus près des sources potentielles de fuites, de façon à repérer les anomalies sans conséquence notable sur le voisinage de l'unité (détecteurs de proximité), - une détection en périphérie de la zone à surveiller, caractérisant une forte fuite (détecteurs d'ambiance).</p> <p><b>Constats :</b> L'exploitation dispose d'un système de détection incendie : alarme sonore et lumineuse. L'exploitant a présenté le jour de l'inspection les rapports de contrôles réalisés par Eurofeu le 08/04/2022 du SSI, des DAI, du désenfumage, des BAES. Le contrôle du poteau incendie interne à l'établissement a été réalisé par Eurofeu le 25/05/22 (débit ok à 68 m3/h à 1bar). Les extincteurs et RIA ont été contrôlés par Eurofeu le 02/07/22. L'exploitant a présenté et tient à jour un tableau de suivi des non-conformités. Il suit et lève les non-conformité régulièrement et avec rigueur.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 14 : Moyens d'intervention**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 17/07/2003, article 7.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'établissement doit être doté de moyens de secours contre l'incendie, appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur. Ces moyens se composent : de 2 appareils d'incendie (bouches, poteaux.) publics ou privés dont un implanté à 200 mètres au plus près du risque, - d'extincteurs répartis à l'intérieur des locaux, sur les aires extérieures et les lieux présentant les risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction doivent être appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits stockés, - d'un moyen permettant d'alerter les services de secours, - de plans de locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours, - d'un système d'alarme incendie, - de 2 robinets d'incendie armés, - d'un système de détection automatique d'incendie (température) dans les zones méthanol.
<b>Constats :</b> L'exploitant dispose des éléments réglementaires demandés dans la prescription ci-dessus. Ceux-ci sont régulièrement contrôlés et entretenus. L'exploitant doit cependant solliciter les services de la mairie de Rousset pour obtenir le rapport de contrôle du débit réglementaire des poteaux incendie publics situés aux abords de l'installation.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 15 : Formation du personnel**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 17/07/2003, article 7.5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, 4 - Détection et Moyens de lutte contre l'incendie
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant veille à la qualification professionnelle et à la formation initiale et continue de son personnel dans le domaine de la sécurité.
<b>Constats :</b> L'exploitant dispose d'un tableau de suivi des formations avec dates de réalisation, prévisionnelles et attestation pour chaque agent : ATEX 1 et 2, habilitation électrique, utilisation des extincteurs, évacuation incendie, travail avec les produits chimiques (travail et dépotage), sensibilisation au transport de produits dangereux (car réceptionne des produits dangereux), rédaction plan de prévention et SST.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 16 : Protection incendie du stockage de méthanol

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 17/07/2003, article 8.10
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Incendie
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Il est interdit de provoquer ou d'apporter dans le dépôt du feu sous une forme quelconque sauf pour la réalisation de travaux ayant fait l'objet d'un permis de feu, d'y fumer ou d'y entreposer d'autres matières combustibles.</p> <p>Les moyens de lutte contre l'incendie sont : - un poste d'eau assurant un débit de 15 litres par minute par mètre de circonférence, soit 7 m<sup>3</sup>/h ; - deux extincteurs de type 55B judicieusement placés et facilement accessibles.</p> <p>Protection individuelle - Un rince oeil est judicieusement placé pour permettre son usage rapide par le personnel en cas d'éclaboussure par le méthanol.</p>
<p><b>Constats :</b> Lors de la visite, les éléments de la prescription ci-dessus étaient présents.</p> <p>L'exploitant a présenté les rapports de contrôle des extincteurs et du DAC réalisés par Eurofeu le 08/04/22. Les non-conformités ont été levées.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 17 : Distances d'éloignement des stockages de methanol

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/12/2008, article 2.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, 2 - Distances d'éloignement / Action Nationale 100m
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les réservoirs sont installés de façon à ce que leurs parois soient situées aux distances minimales suivantes mesurées horizontalement :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- réservoir enterré : à 2 mètres des limites du site ainsi que des fondations de tout local sans lien avec l'exploitation du réservoir ;</li> <li>- réservoir aérien : à 30 mètres des limites du site.</li> </ul> <p>Les réservoirs aériens peuvent être implantés à une distance inférieure des limites du site en cas de mise en place d'un mur coupe-feu EI 120 permettant de maintenir les effets létaux sur le site. Les éléments de démonstration du respect des règles en vigueur le concernant sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et de l'organisme de contrôle périodique.</p> <p>Les distances entre réservoirs aériens ne sont pas inférieures à la plus petite des distances suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- le quart du diamètre du plus grand réservoir ;</li> <li>- une distance minimale de 1,50 mètre lorsque la capacité totale équivalente du stockage est inférieure ou égale à 50 m<sup>3</sup> et de 3 mètres lorsque la capacité précitée est supérieure à 50 m<sup>3</sup>.</li> </ul> <p>Les installations de stockage de superéthanol ne sont pas implantées en rez-de-chaussée ou en sous-sol d'un immeuble habité ou occupé par des tiers.</p> <p>Aucune bouche de dépotage ne débouche en sous-sol ou en rez-de-chaussée d'un immeuble occupé par des tiers.</p>
<p><b>Constats :</b> Le stockage de méthanol est sous-terrain. Il est clairement identifié et une distance de 5 m tout autour du stockage est matérialisée.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 18 : Distances d'éloignement des stockages mobiles de methanol**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/12/2008, article 2.1.2
<b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, Risques / Action nationale 100m
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les récipients mobiles au sein d'un stockage extérieur contenant au moins un liquide inflammable sont implantés de façon à ce que le bord de la rétention ou de la zone de collecte extérieure respecte les distances minimales suivantes vis à vis des limites de propriété, à moins que l'exploitant justifie que les effets létaux (seuil des effets thermiques de 5 kW/m <sup>2</sup> ) restent à l'intérieur du site. »  TABLEAU : « Surface maximale susceptible d'être en feu en application des dispositions du point 5.3.2 de la présente annexe : Distance minimale entre le bord de la rétention, ou le cas échéant, de la zone de collecte, vis-à-vis des limites de propriété Jusqu'à 500 m <sup>2</sup> 15 m, > 500 m <sup>2</sup> 20 m »
<b>Constats :</b> L'exploitation ne dispose pas de réservoirs mobiles de méthanol.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 19 : Implantation des stockages contenant des liquides inflammables en bâtiment**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/12/2008, article 2.1.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, 2 - Distances d'éloignement /Action nationale 100m
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les parois extérieures des bâtiments abritant au moins un stockage de liquide inflammable, lorsque ces parois existent, ou les éléments de structure dans le cas d'un bâtiment ouvert, sont implantés à une distance au moins égale à 1,5 fois la hauteur du bâtiment par rapport aux limites de propriété, sans être inférieure à 20 mètres, à moins qu'un dispositif séparatif E120 soit mis en place, et que l'exploitant justifie que les effets létaux (seuil des effets thermiques de 5 kW/ m <sup>2</sup> ) restent à l'intérieur du site.  « Les mesures du point 2.1.3 de la présente annexe ne s'appliquent pas aux bâtiments contenant moins de 10 mètres cube de liquides inflammables, sous réserve que chacun de ces bâtiments soit distant d'un espace libre d'au moins 10 mètres des autres bâtiments ou des installations susceptibles d'abriter au moins un liquide inflammable. »
<b>Constats :</b> Les bâtiments où sont stockés des liquides inflammables respectent les prescriptions ci-dessus (distance > 20 m des limites de propriété).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 20 : Conformité des stockages et effets dominos**

<b>Référence réglementaire :</b> Autre du 01/01/1900, article Action Nationale 100m
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Stockage
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Vérifier la réalité sur le terrain de l'emprise des installations identifiées et susceptibles d'effets dominos chez les Seveso
<b>Constats :</b> Lors de la visite d'inspection il n'y a pas été constaté de stockages coté SEVESO mais on note la présence d'un stockage de chaux, de CO <sub>2</sub> et d'acide chlorhydrique en limite de propriété. Néanmoins ces stockages sont trop éloignées pour entraîner des effets dominos sur l'installation classées SEVESO.  Des prescriptions complémentaires impliquant le déplacement ou des mesures de protections supplémentaires de ces stockages pourront être prescrites suite à la réception de la mise à jour des rubriques ICPE et de l'étude de dangers.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Prescriptions complémentaires
<b>Proposition de délais :</b> 6 mois

**N° 21 : Etude de dangers**

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 18/09/2000, article L181-25
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Etude de dangers
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Le demandeur fournit une étude de dangers qui précise les risques auxquels l'installation peut exposer, directement ou indirectement, les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 en cas d'accident, que la cause soit interne ou externe à l'installation.  Le contenu de l'étude de dangers doit être en relation avec l'importance des risques engendrés par l'installation.  En tant que de besoin, cette étude donne lieu à une analyse de risques qui prend en compte la probabilité d'occurrence, la cinétique et la gravité des accidents potentiels selon une méthodologie qu'elle explicite.  Elle définit et justifie les mesures propres à réduire la probabilité et les effets de ces accidents.
<b>Constats :</b> L'exploitant n'a pas été en mesure de présenter l'étude de dangers liée à son installation.  Il doit donc faire réaliser cette étude et la transmettre à l'inspection sous 3 mois.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois